

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Eidgenössische Technische Hochschule (ETH), Militärorganisation
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Studien / Statistiken
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Bernath, Magdalena
Burgos, Elie
Clivaz, Romain
Dupraz, Laure
Ehrensperger, Elisabeth
Huguenet, François
Mosimann, Andrea
Schnyder, Sébastien
Schubiger, Maximilian
Schär, Suzanne
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Bernath, Magdalena; Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Dupraz, Laure; Ehrensperger, Elisabeth; Huguenet, François; Mosimann, Andrea; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian; Schär, Suzanne; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Eidgenössische Technische Hochschule (ETH), Militärorganisation, Studien / Statistiken, 1992 – 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Landesverteidigung und Gesellschaft	1
Militärorganisation	7
Infrastruktur und Lebensraum	8
Umweltschutz	8
Naturgefahren	8
Bildung, Kultur und Medien	8
Bildung und Forschung	8
Mittelschulen	8
Hochschulen	9
Forschung	10

Abkürzungsverzeichnis

BUWAL	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
BFS	Bundesamt für Statistik
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
GPK-NR	Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates
EU	Europäische Union
SUK	Schweizerische Universitätenkonferenz
SDA	Sozialdienst der Armee
NATO	North Atlantic Treaty Organization
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System
ETHZ	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
MFD	Militärischer Frauendienst

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
EPF	École polytechnique fédérale
OFS	Office fédéral de la statistique
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
CDG-CN	Commission de gestion du Conseil national
UE	Union européenne
CUS	Conférence universitaire suisse
SSA	Service social de l'armée
OTAN	L'Organisation du traité de l'Atlantique nord
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zürich
SFA	Service féminin de l'armée

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.09.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Seul un tiers des futures recrues souhaiteraient effectuer leur service militaire en un seul bloc et trois quarts d'entre elles désireraient bénéficier du libre-choix a révélé un sondage effectué par l'EPFZ. Les personnes interrogées avec un niveau de formation plus élevé se sont prononcées davantage en faveur du statut quo. Quarante-quatre pour cent ne sont pas tentés du tout par le statut de soldat contractuel, 31% considèrent cette possibilité comme imaginable contre le versement d'un salaire et 24% seraient prêt à le faire indépendamment des conditions. Les motivations données sont avant tout le fait de ne pas se retrouver au chômage, la sécurité de l'emploi et la camaraderie.¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.08.2003
ROMAIN CLIVAZ

L'enquête annuelle réalisée par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, intitulée « Sécurité 2003 », a révélé que **les Suisses se sentaient en sécurité chez eux**. L'étude s'est basée sur deux sondages, l'un réalisé avant le début de la guerre en Irak (février), l'autre après (avril). Le sentiment de sécurité à l'intérieur des frontières s'est renforcé entre le premier et le second sondage. Le pourcentage de personnes se sentant très en sécurité est passé de 82% en février, à 88% en avril. La situation internationale tendue a semblé redonner ses lettres de noblesse à la neutralité. La proportion de personnes estimant qu'elle nous protège est passée, en trois ans, de 48% à 61%. Le soutien à son abandon a chuté de 10 points depuis 1998 à 10%. Cette neutralité était toutefois différenciée dans la mesure où de nombreux sondés se sont opposés à prendre parti dans des conflits militaires, tout en soutenant une prise de position dans les conflits politiques (69%, soit 9% de plus qu'en 2002). La perception traditionaliste de la neutralité, conçue comme une fin en soi, a progressé à 34%. Un des auteurs de cette étude a parlé du « syndrome de l'escargot », les citoyens se retirant dans leur coquille en cas de danger. En matière de relations internationales, les solutions liées au droit international public, et susceptibles d'empêcher la guerre, ont été largement plébiscitées (près de 90%). L'attitude des Etats-Unis d'Amérique, se présentant comme les garants de l'ordre mondial, a été largement désapprouvée (80%). A l'inverse, l'ONU, perçue comme dépositaire du droit international public, a vu son prestige augmenter de manière spectaculaire entre les deux sondages, passant d'un soutien de 65% à 79%. Le niveau de soutien à l'OTAN et à l'UE a suivi une dynamique inverse et s'est rapproché de celui constaté en 1993. Concernant l'OTAN, un rapprochement a été approuvé par 27% des sondés en février et l'adhésion en a convaincu 16%. L'UE a également perdu de son attrait, avec 48% des participants qui souhaitaient un rapprochement. Ce taux était le plus bas depuis 1989. Quant au soutien à l'adhésion, il n'avait jamais été aussi bas à 33%. Entre les deux sondages, la guerre en Irak ayant certainement influencé les esprits, le nombre de personnes favorables à un accroissement de la collaboration internationale et à une plus grande ouverture du pays est passé de 38% à 54%. Le soutien à l'armée de milice a été confirmé. Alors qu'en 2000, les partisans d'une professionnalisation étaient aussi nombreux que ceux du système de milice, ces derniers étaient plus nombreux trois ans plus tard avec 53% d'avis favorables (contre 37% soutenant une armée de métier en avril). Cette institution était cependant plus perçue comme une organisation polyvalente, que comme un instrument de défense militaire. Concernant ses divers engagements, la défense nationale (39%) semblait moins importante que l'appui à la police ou aux gardes frontières (63%) ou encore que la protection de conférences internationales (59%).²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.08.2004
ELIE BURGOS

Comme chaque année, une étude, intitulée « **Sécurité 2004** », a été menée en Suisse sur le thème de la sécurité par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) en collaboration avec le DDPS. Les sondés, 1200 Suisses ayant le droit de vote, ont été interrogés une première fois au mois de février, puis une seconde fois au mois de mars après les attentats terroristes de Madrid. Les enseignements de cette étude sont nombreux. Tout d'abord, **les Suisses se sentent globalement en sécurité**. Ce sentiment a d'ailleurs augmenté de 3% par rapport à l'année précédente (85% contre 82). Malgré les attentats de Madrid, ça n'est pas la question du terrorisme qui a préoccupé le plus les citoyens interrogés, mais la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale (AVS, assurance chômage), deux aspects considérés à la fois comme très importants et relativement menacés. Ensuite, il apparaît que seule une faible majorité des Suisses

approuve la nécessité d'avoir encore une armée. Les doutes à ce sujet sont surtout présents chez les jeunes entre 18 et 29 ans. Parmi ceux qui sont en âge de servir, seuls 41% pensent que l'armée est nécessaire (soit 18% de moins qu'en 2003). 49% des sondés (contre 40% en 2003) se disent en outre favorables à la suppression de l'obligation de servir. Quant aux jeunes adultes, ceux-ci sont favorables à 61% à une armée de métier et à 67% à une armée de milice basée sur le volontariat. De manière générale, l'armée de milice compte davantage de partisans que l'armée de métier, respectivement 48% (5% de moins qu'en 2003) contre 43% (+6%), cette dernière étant avant tout exigée par ceux qui ne considèrent pas l'institution comme nécessaire. Une personne sur deux estime par ailleurs que l'armée devrait venir au secours de la police. Pour terminer, le sondage met en lumière que plus de la moitié des personnes interrogées (54%) estiment que les dépenses pour l'armement sont trop élevées. Une personne sur cinq environ pense même que « beaucoup trop » d'argent est dépensé pour la défense du pays et seulement 5% des sondés sont d'avis que l'armée doit avoir plus d'argent à disposition. En ce qui concerne la tradition qui veut que chaque citoyen possède une arme et des munitions à domicile, il n'y a plus guère que 49% des personnes interrogées qui l'approuve, contre 57% en 1989. Cet état de fait est sans doute à mettre en corrélation avec la volonté d'une grande majorité de celles-ci de renforcer le contrôle de la vente d'armes en Suisse.³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.08.2006
ELIE BURGOS

Les résultats de l'enquête « Sécurité 2006 », une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), ont été rendus publics au mois d'août. Quelque **88% des Suisses interrogés** (2005 : 87%) **affirment se sentir « très en sécurité » ou « plutôt en sécurité »**. Au niveau de la confiance dans les autorités et les institutions, l'armée est la seule institution à enregistrer un net gain de confiance en 2006. La moitié des citoyennes et citoyens (48%) approuve un engagement des soldats de milice pour la garde des ambassades, l'autre moitié (52%) y étant opposée. Le nombre de personnes qui se déclarent favorables à un rapprochement avec l'OTAN est en constante hausse : 42% l'approuvent (2005 : 37%), alors que l'idée d'une adhésion à cette institution ne recueille que 25% d'avis favorables (+ 3%). Environ 70% des personnes interrogées se déclarent d'accord avec le maintien de l'armée en Suisse (notamment dans l'hypothèse d'une guerre en Europe occidentale), même si elles sont 73% à croire que la Suisse ne pourrait pas se défendre seule si une guerre éclatait. Comme les années précédentes, et même si cette approbation perd du terrain depuis 2002, une majorité des Suisses se prononce pour des engagements volontaires de soldats suisses à l'étranger. Seuls 17% (+ 9%) sont strictement opposés à toute forme d'engagement. Près de la moitié des sondés donne sa préférence pour les engagements de maintien de la paix avec des soldats armés pour l'auto-défense. Lors de ce sondage, deux personnes sur trois déclarent spontanément que la défense et l'aide en cas de catastrophe sont les principales tâches de l'armée. La nécessité de l'armée suisse a recueilli, dans la moyenne de la population, un taux de 75%, ce qui constitue une augmentation de 10% par rapport à 2005. Par contre, ce taux est resté constant (56%) au sein de la population des 20 à 29 ans. Comme par le passé (l'année 2005 faisant figure d'exception), une légère majorité des personnes interrogées favorise l'armée de milice (51% ; + 7%) aux dépens de l'armée de métier (46% ; + 0%). Le service long est également plébiscité par une majorité des sondés. La transformation des obligations militaires des hommes en un service obligatoire recueille 85% d'avis favorables, contre 74% en 2005, la possibilité de choisir la forme de service (civil ou militaire) atteignant un degré d'approbation élevé. Au niveau des dépenses d'armement, si 47% (- 4%) des sondés estiment que l'armée dépense « trop » ou « beaucoup trop », 8% des sondés jugent, quant à eux, que l'armée a trop peu d'argent à disposition.⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.03.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au mois de mars, les résultats de l'enquête « Sécurité 2009 », une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), ont été rendus publics. En 2009, le sentiment général de sécurité des Suisses a atteint le pic enregistré en 2008: 90% des personnes interrogées ont affirmé se sentir « très en sécurité » ou « plutôt en sécurité ». Seul 1% des Suisses ne se sentaient « pas du tout en sécurité ». En ce qui concerne les engagements militaires dans le cadre d'alliances et de l'ONU, les engagements dans le cadre de l'ONU ont continué à être plus soutenus qu'une coopération en matière de politique de sécurité dans le cadre de l'OTAN ou d'une armée européenne. Ainsi, le taux d'approbation des troupes suisses de promotion de la paix au profit de l'ONU était majoritaire (53% en 2009, soit -1% par rapport à 2008)

mais restait toutefois en diminution constante, tandis qu'une augmentation du taux d'approbation d'un rapprochement avec l'OTAN s'est dessinée (38%, +4%) sans pour autant plébisciter une adhésion au traité lui-même (21%). La proportion d'avis favorable aux engagements armés à l'étranger a quant à elle diminué par rapport à l'année précédente (36%, -3%). Concernant les collaborations au sein de l'Europe, seule une minorité des sondés a souhaité que la Suisse participe à la constitution d'une armée européenne (24%) et les opinions restaient majoritairement favorables à des coopérations multiples avec des Etats européens même si la tendance était significativement à la baisse depuis 2001. En matière d'autonomie nationale, si une moitié des sondés a considéré que la Suisse ne devait compter que sur sa propre défense nationale (50%, -3%), une majorité d'entre eux a estimé que la sécurité nationale était de plus en plus influencée par d'autres Etats (52%, 0%). Au demeurant, l'utilité de l'armée s'est elle renforcée par rapport à l'année précédente. Ainsi, une forte majorité des personnes interrogées était d'avis que l'armée était «absolument indispensable» ou «plutôt indispensable» (75%, +6%). Seul 13% des personnes sondées ont estimé que l'on pouvait supprimer l'armée. Le nombre de partisans d'une armée de métier est resté stable après le recul recensé l'année précédente (42%, +1%). Ils étaient de la sorte sensiblement moins nombreux que les partisans d'une armée de milice (51%, 0%). Par ailleurs, le nombre des sympathisants de la suppression de l'obligation de servir et de l'introduction d'un service militaire volontaire a enregistré un léger renforcement par rapport à 2008, de 42% à 44%. L'obligation de servir restait toutefois plus forte (47%). Depuis plusieurs années, la tendance indiquait que le budget alloué à l'armée était estimé trop élevé. Cependant, pour la première fois, une plus forte proportion des sondés a considéré les dépenses de l'armée «raisonnables» (46%, +4%) par rapport à ceux qui les ont jugées trop élevées (40%, -5%). L'efficacité de l'armée a été évaluée pour l'année sous revue par l'échantillon représentatif de la population suisse comme cela l'avait été fait en 1995, 1998 et 2003. Il en est ressorti que malgré une estimation positive de l'équipement (74%) et de l'instruction (59%), une minorité des sondés ont jugé la motivation des militaires comme «bonne» ou «plutôt bonne» (41%). Finalement, en comparaison avec les moyennes des années 1995 à 2009, l'armée a obtenu de moins bons résultats en terme de confiance de la part des sondés bien qu'ils lui aient accordé une confiance considérée comme moyenne.⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Les résultats de l'enquête «Sécurité 2010», une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. Les personnes interrogées se sentent un peu moins en sécurité que l'année précédente. Seules 88% d'entre elles se déclarent sereines et optimistes concernant la sécurité personnelle et seulement 69% le sont au sujet de l'avenir du pays. Pareillement, 48% d'entre elles estiment que la situation internationale ne changerait pas. S'agissant de l'armée, 74% des sondés estiment que l'armée est nécessaire et 71% d'entre eux considèrent qu'il est utile qu'elle soit bien instruite et bien équipée. Toutefois, 46% la jugent trop volumineuse. La moitié des personnes interrogées estiment encore que le budget de la Défense doit se maintenir au même niveau que les années précédentes, alors qu'un cinquième juge qu'il doit augmenter et un autre cinquième qu'il doit diminuer. Par ailleurs, le modèle de l'armée de milice est soutenu par 50% des sondés alors que celui d'une armée professionnelle par 44%. La suppression de l'obligation générale de servir a été défendue par 45% des personnes consultées (+1% par rapport à 2009). Au demeurant, les sondés semblent méfiants face aux engagements à l'étranger, seulement 56% d'entre eux les ont approuvés. A ce sujet, ils ne sont pas unanimes concernant les questions touchant le nombre, l'utilisation des armes, ainsi que l'impact sur la neutralité et la solidarité internationale. Les rapprochements politiques avec l'UE et l'OTAN sont vus avec scepticisme. Ils sont exclusivement appuyés par respectivement 50% et 40% de la population interrogée. Les adhésions à ces mêmes organisations ne sont soutenues respectivement que par 31% et 21% des citoyens consultés. Ainsi, leur majorité semble souhaiter le maintien d'une collaboration internationale sans lien institutionnel qui touche à la souveraineté helvétique. Du reste, 72% des personnes interrogées sont favorables au libre choix entre le service civil et militaire et 59% d'entre elles considèrent nécessaire de devoir justifier l'incorporation au service civil par des problèmes de conscience. Finalement, si la confiance en l'armée a augmenté de 0,2% par rapport à 2009, elle reste modeste tout en étant au-dessous de la moyenne des années précédentes.⁶

Die **Jahresstudie „Sicherheit“**, die von der Militärakademie an der ETH Zürich und dem Center for Security Studies (CSS) jeweils gemeinsam publiziert wird, dient der Ermittlung der Meinungsbildung in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz. Aus der Studie 2011 ging hervor, dass sich die Schweizerinnen und Schweizer überwiegend sicher fühlen. Der Anteil jener, die sich «sehr» sicher fühlen, betrug 34% und nahm damit gegenüber dem Vorjahr um 5 Prozentpunkte zu. Weitere 56% der Befragten fühlen sich «eher» sicher. Die grösste Veränderung liess sich jedoch in der generellen Zukunftszuversicht feststellen. Der Optimismus im Hinblick auf die zukünftige Entwicklung der Schweiz stieg im Berichtsjahr stark an. Eine grosse Mehrheit von 84% beurteilte die Zukunft des Landes als positiv - 15 Prozentpunkte mehr als im Vorjahr. Dies ist der höchste ermittelte Wert seit Beginn dieser Erhebungsreihe. Eine militärische Bedrohung der Schweiz wurde von den befragten Schweizerinnen und Schweizern kaum befürchtet: Auf einer Zehnerskala (1= überhaupt keine militärische Bedrohung und 10 = sehr grosse Bedrohung) lag die Wahrnehmung einer Bedrohung im Februar 2011 im Mittel bei 2.6. 61% der Befragten gaben an, keine (1) oder kaum eine (2) militärische Bedrohung wahrzunehmen. Darüber hinaus wurde auch das Vertrauen in Behörden und Institutionen erhoben. Dabei lag, wie in den Jahren zuvor, die Polizei an der Spitze, während beispielsweise das Vertrauen in die Armee mittlere Werte erreichte. Die Einstellungen variierten aber je nach Geschlecht, Alter und politischer Einstellung der Befragten. Das Verhältnis zwischen Gesellschaft und Armee lässt sich zu einem gewissen Grad auch am Kenntnisstand der Stimmbewölkerung in Bezug auf die Auslandseinsätze der Streitkräfte abbilden. Dieser erwies sich laut dem Jahresbericht als gering. Der Swisscoy-Einsatz im Kosovo war der bekannteste, wobei 33% der Befragten angaben, wichtige oder einige Fakten zu kennen. Dieser Einsatz wurde positiv wahrgenommen (48% beurteilten diesen als Erfolg). Andere Einsätze der Schweizer Armee waren hingegen weniger bekannt. Als weiterer Indikator zur Messung des Verhältnisses der Schweizerinnen und Schweizer gegenüber der Armee wurde im Bericht „Sicherheit 2011“ die Einschätzung der Notwendigkeit und Bedeutsamkeit der Armee erhoben. Im Vergleich zum Vorjahr stieg die Zustimmung zur Notwendigkeit der Armee um 5 Prozentpunkte auf 79% an. Bemerkenswert war auch die Beurteilung seitens der 20 bis 29-Jährigen: Deren Meinung, die Armee sei «eher» oder «unbedingt» notwendig, stieg gegenüber 2010 um 15 Prozentpunkte an. In eine ähnliche Richtung ging die erstmals erhobene Einschätzung der Relevanz der Armee. 60% der Bevölkerung erachteten es als wichtig, eine starke Armee zu haben. Ebenfalls zum ersten Mal wurde die Zufriedenheit mit der Armee erhoben. Auf einer Skala von 1 bis 10 erreichte die Armee im Schnitt eine Bewertung von 6. Dabei gaben sich am meisten Personen mit der Katastrophenhilfe im Inland zufrieden (84%). Demgegenüber glaubten jedoch bloss 43% der Befragten an die Verteidigungsfähigkeit der Armee und lediglich 35% vertrauten auf einen erfolgreichen Schutz vor Terroranschlägen durch die Armee. Über die Frage, ob die Armee als Milizarmee oder als reine Berufsarmee ausgestaltet werden sollte, herrschte keine Einigkeit: 48% sprachen sich für eine Milizarmee aus, während 43% die Landesverteidigung eher in den Händen einer Berufsarmee sehen würden. In der Gruppe der 18 bis 29-Jährigen waren 57% eher für eine Berufsarmee. Das Prinzip der Wehrpflicht wurde mehrheitlich akzeptiert. Immerhin 38% der Schweizerinnen und Schweizer sprachen sich allerdings gegen die Wehrpflicht aus. 12% der Befragten sprachen sich für eine Abschaffung der Armee aus.⁷

Auch 2012 wurde die **Jahresstudie „Sicherheit“** zur Ermittlung der Meinungsbildung in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz publiziert. Aus der von der Militärakademie an der ETH Zürich und dem Center for Security Studies (CSS) gemeinsam erstellten Studie ging hervor, dass sich die Schweizerinnen und Schweizer sicher fühlen und sich hinsichtlich der Entwicklung des Landes optimistisch zeigen. Zudem gaben wie im Vorjahr neun von zehn Befragten an, sich „sehr“ oder „eher“ sicher zu fühlen. Damit bestätigte sich der Befund aus dem vergangenen Jahr, als eine markante Steigerung des Sicherheitsempfindens verzeichnet wurde. Ähnliches wird auch in Bezug auf das Vertrauen in die Institutionen festgestellt: Die Werte des Vorjahres wurden weitgehend bestätigt. So genoss die Armee mit einem Wert von 6,3 (auf einer Skala von 1 bis 10) nach wie vor mittleres Vertrauen. Das Verhältnis zwischen Gesellschaft und Armee wurde durch die Einschätzung der Notwendigkeit und Bedeutsamkeit der Armee erhoben. Im Vergleich zum Vorjahr nahm die Zustimmung zur Notwendigkeit der Armee um 4 Prozentpunkte auf 75% ab. Die starke Zunahme der Unterstützung durch die 20 bis 29-Jährigen hat sich dabei etwas relativiert und gegenüber 2011 ebenfalls abgenommen. Sie lag nun bei 63% (-6 Prozentpunkte). Die zum zweiten Mal erhobene Zufriedenheit mit der Armee blieb mit 6,2 (Skala von 1 bis 10) auf dem Niveau des Vorjahres (6). Die Rolle der Armee kann 2012 als umstritten

bezeichnet werden: 48% sprachen sich für eine Abschaffung der Wehrpflicht aus – 10 Prozentpunkte mehr als 2011. Die Gruppe derjenigen, welche einer Abschaffung der Armee zustimmen würden war ebenfalls um 4 Prozentpunkte auf 16% gewachsen. Über die Frage, ob die Armee als Milizarmee oder als reine Berufsarmee ausgestaltet werden soll, herrschte auch 2012 keine Einigkeit: 52% (+4 Prozentpunkte) der Befragten sprachen sich für eine Milizarmee aus, während unverändert 43% die Landesverteidigung eher in die Hände einer Berufsarmee legen würden. In der Studie „Sicherheit 2012“ wurde zudem erstmals die Einstellung zur Vereinbarkeit von Militärdienst und Arbeitsleben erfasst. 58% der Befragten gaben dabei an, dass Militärdienstleistende auf die Unterstützung der Arbeitgebenden zählen könnten und 54% finden, dass die Mehrfachbelastung durch den Militärdienst bewältigbar sei. Der Anteil jener, die gar keine Unterstützung durch die Arbeitgeber orten, ist jedoch mit rund einem Drittel (32%) nicht unbedeutend. Ähnliches führte die Frage nach der Vereinbarkeit einer Milizkarriere mit dem Arbeitsleben zu Tage: Lediglich 37% sehen durch eine Offizierslaufbahn bessere berufliche Chancen. Gar ein Viertel der Befragten stimmte der Aussage zu, dass eine Milizkarriere Nachteile im Arbeitsleben mit sich ziehe. Die Studie wies überdies darauf hin, dass in verteidigungstechnischen Fragen direkt-demokratische Prinzipien hochgehalten werden: 78% der Befragten hiessen gut, dass das „Schweizer Volk auch bei Militärfragen das letzte Wort hat“.⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2015
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die Militärakademie der ETH hat 2015 wiederum zusammen mit dem Center for Security Studies die **Jahresstudie „Sicherheit“** publiziert. Die Autorinnen und Autoren stellten auch in diesem Jahr ein grundlegendes Gefühl der Sicherheit in der Schweizer Bevölkerung fest. Angst vor Bedrohungen wurde nur in geringem Mass erkannt und wenn, dann im Bereich der Datensicherheit oder bezüglich Cyber-Angriffen. Die Frage nach der Notwendigkeit der Armee wurde mit sehr hoher Zustimmung beantwortet und sogar die jüngste Alterskohorte befürwortete die Armee so deutlich wie noch nie in der dreissigjährigen Messperiode. Diese jüngeren Respondenten wiesen in dieser Periode einen Anstieg um 8 Prozentpunkte aus (74%; 2014: 66%). Insgesamt wurde auch das Modell der Milizarmee deutlich bejaht und einer reinen Berufsarmee vorgezogen, wobei bezüglich alternativer Dienstmodelle ambivalente Erkenntnisse gezogen werden mussten: Einerseits erhielt eine obligatorische Wehrpflicht nur für Männer eine hohe Zustimmung, andererseits sprachen sich ebenso viele Befragte gegen eine Umwandlung in eine obligatorische Dienstpflicht aus. Es konnten keine eindeutigen Schlüsse gezogen werden, ob ein Modell mit einer Dienstpflicht, die die Frauen mit einschliesst, auf Zustimmung stossen würde. Eine Wehrpflicht unter Miteinbezug weiblicher Dienstleistenden wurde mehrheitlich abgelehnt, so auch bezüglich der Ausweitung der Dienstpflicht für Ausländer. Einwohner ohne schweizerische Staatsbürgerschaft sollen gemäss dieser Meinungsumfrage auch nicht in den Zivil-, oder einen allfälligen Sozialdienst rekrutiert werden.

Bezüglich der Zufriedenheit mit der Armee wurde keine Veränderung gegenüber dem Vorjahr registriert. Sie verharrt auf durchschnittlich 6.3 Punkten auf einer Zehnerskala zwischen "überhaupt nicht zufrieden" und "sehr zufrieden". Was die Abschaffung der Wehrpflicht angeht, sprachen sich in der Selbsteinschätzung links Eingestellte und höher Gebildete stärker für eine solche aus. Weniger Gebildete und sich auf der Links-Rechts-Achse eher rechts einstuftende Befragte stützten die Wehrpflicht hingegen eher. Insgesamt ist die Zustimmung zur Abschaffung der Wehrpflicht gegenüber dem Vorjahr um einen Prozentpunkt auf 38% gestiegen. Abnehmend hingegen ist die Haltung, dass die Schweiz zu viel für die Verteidigung ausbe. Dies empfanden noch 33% der Befragten (-4 Prozentpunkte). Dass dagegen mehr ausgegeben werden sollte, gaben 16% an, was einer pointierten Steigerung um 7 Prozentpunkte bedeutet. Die Milizarmee als Dienstmodell wird von einer Mehrheit von 58% gutgeheissen (-3 Prozentpunkte), dies bedeutet den dritthöchsten Wert seit 1995. Die dienstpflichtige Kohorte der jüngeren Befragten (20-29-jährige) zeigte sich einer Berufsarmee deutlich stärker zugetan als noch im Vorjahr (48%, + 5 Prozentpunkte). Die Bevölkerung fühle sich sehr sicher und schaue zuversichtlich in die Zukunft, schlossen die Herausgeber der Studie.⁹

Die **Jahresstudie „Sicherheit“**, von der Militärakademie der ETH in Zusammenarbeit mit dem Center for Security Studies herausgebracht, lieferte auch 2016 Befunde über das Sicherheitsempfinden der Schweizer Bevölkerung. Dieses sei hoch, jedoch gegenüber dem Vorjahr signifikant gesunken. 86% der Befragten fühlten sich sicher, was einer Einbusse um 5 Prozentpunkte bedeutete. 20% fühlten sich "sehr sicher" (-9 Prozentpunkte) und 66% fühlten sich "eher sicher" (+4 Prozentpunkte). Um 5 Prozentpunkte hat der Anteil jener zugenommen, die sich unsicher fühlen (neu 14%).

Bezüglich der Verteidigungspolitik zeigte sich auch 2016 eine hohe positive Einstellung in der Bevölkerung gegenüber der Armee. Die Zustimmung zur Frage nach der Notwendigkeit der Armee ist um 4 Prozentpunkte gestiegen und kommt auf 84%, so hoch wie seit 1983 nicht mehr. Weniger Support äusserten jüngere Befragte, aber auch sie hielten die Armee mehrheitlich für notwendig (74%, +/-0). Zulegen konnte die Armee bei der Bewertung der Zufriedenheit. Auf der seit 2011 verwendeten Zehnerskala stieg diese um 0,2 Punkte auf ein Mittel von 6,5 Punkten, womit ein Höchstwert verzeichnet wurde. Eine Abschaffung der Wehrpflicht ist weiterhin nicht mehrheitstauglich und die Zustimmung für eine solche Abschaffung nahm weiter ab (-4 Prozentpunkte, neu 34%). Dieser Wert ist im langjährigen Vergleich sehr tief. Die finanziellen Mittel, die für die Verteidigung aufgewendet werden, seien in einer guten Grössenordnung. Dies befanden 48% der Befragten, eine leichte Steigerung gegenüber dem Vorjahr (+1 Prozentpunkt). Sowohl eine Erhöhung, als auch eine Senkung der Verteidigungsausgaben verloren an Sakkurs. Die Ansicht, die Schweiz gebe zu viel Geld für ihre Armee aus, wurde seltener geäussert und der in dieser Studie hierzu gemessene Wert erreichte einen historischen Tiefstwert.

Die Frage nach der Ausgestaltung der Dienstpflicht wurde etwa gleich wie im Vorjahr beantwortet, wobei sich 57% für die Milizarmee aussprachen (-1 Prozentpunkt) und 38% eine Berufsarmee befürworteten (+2 Prozentpunkte). Die Altersgruppe der Dienstpflichtigen stand dabei etwas weniger unterstützend für die Berufsarmee ein, als noch vor Jahresfrist (46%, -2 Prozentpunkte).

Der langjährige Optimismus im Sicherheitsempfinden der Schweizerinnen und Schweizer wich im Untersuchungszeitraum einer etwas pessimistischeren Haltung. Geopolitische Entwicklungen wurden für diese Trendwende verantwortlich gemacht. Damit einher gehend wurden spezifische Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit stärker befürwortet, als in früheren Jahren. Überdurchschnittlich hoch blieb das Vertrauen in die Institutionen und Behörden. Tendenziell höhere Zustimmungswerte verzeichnete die Armee.¹⁰

Die **Jahresstudie „Sicherheit“** wurde auch 2017 von der ETH Zürich erstellt und publiziert. Diese unter Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern durchgeführte Umfrage brachte teilweise neue Erkenntnisse gegenüber dem Vorjahr. So fühlten sich 93 Prozent der Befragten sicher. Der Wert ist heuer um 7 Prozentpunkte gestiegen, das Sicherheitsempfinden ist damit so hoch wie noch nie. Ebenso schätzten mehr Befragte als im Vorjahr die Zukunft der Schweiz optimistisch ein. Mit 82 Prozent hat auch dieser Wert um 7 Prozentpunkte zugenommen.

Bezüglich der Zufriedenheit mit der Armee konnten die Studienautoren noch immer positive Werte ausweisen. 82 Prozent der Befragten gaben an, die Armee sei notwendig. Zwar entsprach dies einer leichten Abnahme gegenüber dem Vorjahr, jedoch verharrete der Wert gemessen am langjährigen Mittel der Studienreihe auf überdurchschnittlichem Niveau. Das Modell der Milizarmee wurde dabei noch immer favorisiert und von 59 Prozent der Respondentinnen und Respondenten unterstützt (+ 2 Prozentpunkte). Bei der Kohorte der Wehrpflichtigen, sprich der 20-29 Jährigen, war indes die Befürwortung einer Berufsarmee höher. Sie betrug 49 Prozent (eine leichte Zunahme um 1 Prozentpunkt gegenüber 2016) und lag um 12 Prozentpunkte höher als in der Gesamtstichprobe (37 Prozent, -1 Prozentpunkt). Im Einklang mit diesen Einschätzungen standen auch die Äusserungen zu den Armeeaussgaben, wobei gut die Hälfte der Befragten angab, diese seien genau richtig (49 Prozent), und gar 12 Prozent fanden, man könne noch mehr für die Verteidigung ausgeben. Gleichwohl befanden 34 Prozent der Befragten die Armeeaussgaben als zu hoch (+ 3 Prozentpunkte). Die Zustimmung zur Abschaffung der Armee erreichte im Befragungszeitraum einen unterdurchschnittlichen Wert: 36 Prozent der Befragten sprachen sich dafür aus, gut zwei Drittel waren also für das Beibehalten des Dienstpflichtmodells. Bei dieser Frage konnte eine deutliche ideologische Linie ausgemacht werden: Wer sich selber politisch eher als links einstuft, gab eher an, für die Abschaffung der Wehrpflicht zu sein (57 Prozent). Politisch rechts Stehende gaben hingegen nur zu 22 Prozent an, die Wehrpflicht abschaffen zu wollen. Ebenfalls öffnete sich hierbei ein Röstigraben, da die Zustimmung zur Abschaffung der Wehrpflicht in der Romandie (50 Prozent) signifikant höher war als in der Deutschschweiz (32 Prozent). Ebenso zeigte sich eine Abstufung

über die Altersgruppen hinweg: Je älter die Befragten waren, desto weniger Zuspruch erhielt das Postulat der Abschaffung der Wehrpflicht. Mit den Leistungen der Armee waren die Leute zufrieden: Auf einer Zehnerskala erhielt dieses Item den Wert 6.5, er befindet sich auf dem gleichen Niveau wie im Vorjahr. Die Studie wurde im Januar 2017 bei 1'209 Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern telefonisch durchgeführt.¹¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.05.2018
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Man lebe in einer sicheren Schweiz, die armeefreundlich und wenig öffenungsbereit sei – dies das Kondensat der **Jahresstudie «Sicherheit»** 2018, die die Reihe der ETH Zürich und des Center for Security Studies (CSS) fortsetzt. Schweizerinnen und Schweizer fühlten sich noch sicherer als vor Jahresfrist; der Wert habe um 2 Prozentpunkte zugelegt und erreichte 95 Prozent. Bezüglich des Vertrauens der Befragten gab es erstmals einen Wandel, denn den Medien wurde 2018 mehr vertraut, als den Parteien. Erstere erreichten auf einer Zehnerskala den Wert 5.7, während die Parteien bei 5.4 verortet wurden. Ebenso liessen die Vertrauenswerte für das Parlament und für die Armee nach. Gleichwohl bleibt gemäss Aussage der Studienautoren die Einstellung gegenüber der Armee positiv. So gaben 81 Prozent an, die Armee sei notwendig, wobei die Milizarmee nach wie vor dem Modell einer Berufarmee vorgezogen wird (Zustimmung von 56 Prozent). Auf Vorjahresniveau bewegten sich die Zufriedenheitswerte mit den Leistungen der Armee (6.3 auf der Zehnerskala, unverändert) und bezüglich der Verteidigungsausgaben, die gerade richtig seien (49 Prozent, ebenfalls unverändert).

Die Landesverteidigung in den Händen einer Milizarmee war also wiederum unbestritten. Wie stand es um die Ausgestaltung der Wehrpflicht? 36 Prozent sprachen sich für eine Abschaffung der Wehrpflicht aus, ein unveränderter Wert gegenüber der Vorjahresstudie. Seit 2013 zeigt sich jeweils, dass das Prinzip der Wehrpflicht wieder gut in der Bevölkerung verankert ist.

Auch für die Studie 2018 wurden Anfang Jahr über 1200 Stimmberechtigte telefonisch befragt.¹²

Militärorganisation

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.02.1992
SERGE TERRIBILINI

Alors que les femmes bénéficient de **nouvelles possibilités au sein du SFA** (port du pistolet, accès à des écoles masculines) et que d'importantes campagnes d'information ont été mises sur pied, **le nombre de nouvelles inscriptions a poursuivi sa chute**. Il a connu son niveau le plus bas en 1991 avec 52 candidatures, contre 97 en 1990 et 650 en 1981. Selon le brigadier Eugénie Pollack, chef du SFA, cette évolution provient, d'une part, de la nouvelle situation internationale et, d'autre part, de la récession économique, les absences militaires devenant un handicap professionnel.¹³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.01.1994
SERGE TERRIBILINI

Selon une étude de l'EPFZ menée auprès d'une centaine de chefs du personnel, **le rôle de la carrière militaire dans la trajectoire professionnelle civile perdrait de son importance**. Si la capacité de commandement acquise à l'armée n'est pas remise en cause, les absences répétées qu'exige l'accomplissement du service sont de plus en plus considérées comme un handicap.¹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.05.2000
FRANÇOIS BARRAS

Le développement tentaculaire de la téléphonie portable a eu des conséquences inattendues dans le programme des «avions-espions» développé par l'armée depuis 1995, au coût total de CHF 350 millions. Une étude rendue par le Groupement de l'armement (GDA) a démontré que les **28 drones** en question ne pourront voler pour cause d'incompatibilité avec les nouvelles ondes UMTS utilisées par les téléphones portables dès 2002. Une **adaptation de ces avions téléguidés** coûtera CHF 75 millions que le Conseil fédéral, après une mini-polémique, a inscrit au compte du budget de l'armement 2001, contre l'avis du DDPS qui souhaitait porter cette somme sur la mise aux enchères des nouvelles fréquences UMTS.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.06.2005
ELIE BURGOS

L'armée n'échappe pas à la précarité qui touche les jeunes en Suisse. **Le SSA a en effet lancé un cri d'alarme en début d'année**, pour sensibiliser notamment la CPS-CN aux difficultés financières que connaît un nombre croissant de recrues depuis trois ou quatre ans. En 2004, cinq recrues sur sept ont éprouvé des difficultés d'ordre financier au cours de leur école de recrues. Sur un total de 6400 cas environ durant cette année-là, le SSA a fourni une aide financière à 1700 recrues, pour un total de CHF 3.4 millions.¹⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 12.10.2006
ELIE BURGOS

En fin d'année, la Commission de gestion du Conseil national, au terme d'une longue enquête sur le terrain, a jugé que la situation de **crise de moral aiguë** qui secouait le **corps des militaires de carrière**, et qui est apparue de manière forte durant l'année sous revue, était inquiétante. Elle a par conséquent demandé au Conseil fédéral de prendre des mesures rapides afin de remédier à cela. A cet effet, la commission a notamment préconisé un réexamen critique d'Armée XXI.¹⁷

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Naturgefahren

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.03.1998
LAURE DUPRAZ

L'antenne valaisanne de l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des **avalanches** (Ifena) a inauguré, dans le vallon d'Arbaz (VS), le premier site expérimental sur la question en Europe. L'objectif est de trouver la confirmation pratique des simulations théoriques qui se fondent sur des observations effectuées dans les années 1960 à 1970. Le coût du projet s'élève à 3,6 millions de francs financés par la Confédération, le canton du Valais, les Ecoles polytechniques et les programmes européens «Same» et «Interreg 2». Dans le couloir de la Sionne, les observateurs scientifiques pourront suivre une avalanche sur l'ensemble de son parcours. Les observations effectuées permettront de mettre à jour les modèles théoriques, de déterminer les différents moyens de lutter contre le déclenchement de coulées importantes, et la manière de les diriger hors de portée des zones habitées.¹⁸

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Mittelschulen

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.01.2009
ANDREA MOSIMANN

Im Januar veröffentlichte die ETH Zürich eine Studie, die einen **Zusammenhang zwischen der Maturitätsausbildung und dem Studienerfolg** an der ETH belegte. Gemäss der Untersuchung, die auf Daten von über 5000 ETH-Studierenden basiert, bilden gute Maturitätsnoten, ein früher Studienbeginn und eine hohe Motivation zentrale Erfolgsfaktoren für ein Studium. Die Ergebnisse lassen weiter erkennen, dass der Erfolg auch von der Herkunftsschule abhängt. Obwohl die ETH betonte, dass die Studie keine Qualitätsbeurteilung der Gymnasien darstelle, sorgte das Ranking der Schulen für Kritik in Bildungskreisen. Für Isabelle Chassot (FR, cvp), Präsidentin der Erziehungsdirektorenkonferenz beruht es auf einer ungenügenden Grundlage und weist methodische Mängel auf.¹⁹

Hochschulen

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.04.2006
MAGDALENA BERNATH

Die Schweizerische Universitätskonferenz publizierte erstmals **Kostenberechnungen für die einzelnen Studienrichtungen** und -orte. Gesamtschweizerisch betragen die durchschnittlichen Kosten pro Studierende/Jahr in den Naturwissenschaften 68 000 Fr., den exakten Wissenschaften 65 000 Fr., der Theologie 37 000 Fr., den Sprach- und Literaturwissenschaften 20 000 Fr., den Geschichts- und Kulturwissenschaften 16 000 Fr., den Wirtschaftswissenschaften 15 000 Fr., den Sozialwissenschaften 14 000 Fr. und den Rechtswissenschaften 13 000 Fr. Am besten war das Betreuungsverhältnis bei den Theologen (13 Studierende pro Professor), gefolgt von den exakten Wissenschaften (15), den Naturwissenschaften (18), den Sprach- und Literaturwissenschaften (40), den Geschichts- und Kulturwissenschaften (49), den Wirtschaftswissenschaften (52), den Rechtswissenschaften (59) und den Sozialwissenschaften (82). Nicht aufgeführt wurde die Medizin, da die in den Universitätsspitalern anfallenden Kosten nur mit grossem Aufwand auf Ausbildung und klinische Dienstleistungen aufteilbar sind. 2004 kosteten die Fachhochschulen 1,357 Mia Fr., d.h. zwischen 17 651 und 45 595 Fr. pro Studierende.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.09.2008
ANDREA MOSIMANN

Im Berichtsjahr wurden die Ergebnisse einer gesamtschweizerischen Untersuchung über die **qualitativen (subjektiven) Auswirkungen der Bologna-Reform** veröffentlicht. Im Auftrag der Rektorenkonferenz (Crus) und der Studierendenverbände wurden 4700 Studierende zu ihrer Einschätzung des Bologna-Systems befragt. Fast Dreiviertel der Befragten waren mit dem Studium zumindest zufrieden; 11% gaben an, sie seien enttäuscht. Besonders Studierende der Geistes- und Sozialwissenschaften bemängelten, dass die Erwartungen der Arbeitswelt zu wenig berücksichtigt würden.²¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.08.2009
ANDREA MOSIMANN

An den Schweizer Hochschulen haben erstmals **eine Mehrheit, nämlich 50,3% der Assistierenden keinen Schweizer Pass**. Gemäss der vom BFS durchgeführten Erhebung lag der Anteil der ausländischen Jungforscher 1999 noch bei 35,3%, hat seither aber kontinuierlich zugenommen. Besonders hoch ist der Ausländeranteil an den beiden ETH-Standorten in Zürich (55,1%) und in Lausanne (67,3%) sowie an den Universitäten Lugano (64,3%), Genf (59,3%) und Sankt Gallen (54,1%). Bei den Professoren lag der Ausländeranteil bei 45,7% (1999: 36,5%). Diese Entwicklung führen Vertreter der Vereinigungen von Assistenten und wissenschaftlichen Mitarbeitenden unter anderem darauf zurück, dass es zunehmend schwierig ist, junge Schweizer Wissenschaftler dazu zu bewegen, eine Dissertation zu schreiben und eine universitäre Karriere ins Auge zu fassen. Insbesondere Absolventen eines technischen oder wirtschaftswissenschaftlichen Studiums können in der Privatwirtschaft deutlich mehr verdienen als an der Hochschule. Als weiterer Faktor werden die unklaren Karriereaussichten von Jungforschern angeführt.²²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.09.2009
ANDREA MOSIMANN

Eine von der ETH eingesetzte Untersuchungskommission gab im September bekannt, dass Publikationen aus dem Departement Chemie der ETH Zürich auf **manipulierten Forschungsdaten** basieren. Die Fälschungen passierten vor zehn Jahren in einer vom Vizepräsident für Forschung, Peter Chen geleiteten Arbeitsgruppe. Obwohl die Untersuchungskommission Chen entlastete und einen damaligen Doktoranden als mutmasslichen Täter ermittelte, trat dieser von seinem Posten zurück. Er begründete seine Demission damit, dass er als Leiter der Forschungsgruppe eine formelle Mitverantwortung habe und die Glaubwürdigkeit der ETH nicht gefährden wolle.²³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.11.2010
ANDREA MOSIMANN

Das Bundesamt für Statistik (BFS) prognostizierte im Berichtsjahr ein **weiteres Wachstum der Studierendenzahlen**. Gemäss den Szenarien steigt die Zahl der Studierenden zwischen 2010 und 2013 von rund 206 000 auf 226 000 bis 248 000. Dies bedeutet eine jährliche Zunahme von 3 bis 4%. Der Zuwachs dürfte sich ab 2013 aus demografischen Gründen abschwächen. Zwischen 2013 und 2019 wird mit einem jährlichen Wachstum von 0,3 bis 1,3% gerechnet. Im Bildungsbericht „Panorama der Hochschulen 2010“, welcher Ende Mai publiziert wurde, zeigte sich, dass die Berufsaussichten von Hochschulabsolventen nach wie vor sehr gut sind. 86% der befragten Studienabgänger hatten eine Stelle gefunden und verdienten im Mittel jährlich 80 000 Fr. Interessant ist, dass sie für ihr Studium im Schnitt 6,3 Jahre brauchten. Damit wurde das von der Bologna-Reform angestrebte Ziel einer Verkürzung der Studienzeit auf fünf Jahre in vielen Fällen nicht erreicht. Laut einer weiteren

Untersuchung des BFS über die Studien- und Lebensbedingungen der Hochschulstudierenden gingen auch mit dem Bologna-System drei Viertel der Studierenden einer Erwerbstätigkeit nach. Der Anteil ist im Vergleich zum alten System allerdings leicht rückläufig.²⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.12.2010
ANDREA MOSIMANN

In der Schweiz stieg der Anteil **ausländischer Studierender** zwischen 2000 und 2009 von 14,5 auf 21,5%. Beim Masterstudium kam 2009 sogar jeder vierte Studierende aus dem Ausland. Diese Zunahme löste im Berichtsjahr eine breite Debatte über Gegenmassnahmen aus. Sowohl der ETH-Rat als auch die Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten diskutierten über höhere Studiengebühren sowie Zulassungsbeschränkungen und Quoten für ausländische Studierende. Denn der starke Zustrom verschärfe die bereits bestehenden Kapazitätsprobleme und führe zu steigenden Kosten. Weil die Bachelor-Abschlüsse im Ausland noch nicht überall den gewünschten Standard aufweisen, fürchteten Bildungsexperten zudem einen Qualitäts- und Reputationsverlust für die Schweizer Hochschulen.²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.08.2011
SUZANNE SCHÄR

Die zunehmende internationale Mobilität Studierender und des Wissenschaftsnachwuchses beschäftigte die Räte und die Öffentlichkeit im Berichtsjahr in verschiedenen Fragestellungen. Im August präsentierte die Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten ein Gutachten. Dieses hält fest, dass sowohl **Zulassungsquoten** als auch leistungsorientierte Zulassungsbeschränkungen **und höhere Studiengebühren für ausländische Studierende** rechtmässig seien und nicht gegen internationale Abkommen oder bilaterale Verträge verstossen.²⁶

Forschung

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 21.11.2011
ELISABETH EHRENSPERGER

Im November lehnte das Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (Buwal) das im Jahre 2000 eingereichte Gesuch des Instituts für Pflanzenwissenschaft der ETHZ für einen **Freisetzungsversuch mit gentechnisch verändertem Weizen** in Lindau (ZH) ab. Angesichts des heutigen Wissensstandes seien die mit dem Versuch verbundenen Gefahren für Mensch und Umwelt nicht abschätzbar. Die Sicherheitsanforderung an einen Freisetzungsversuch müssten sehr streng sein, erklärte Buwal-Direktor Philippe Roch. Im Gegensatz zur Beurteilung früherer Gesuche sei denn nun auch mit der Freisetzungsvorschrift vorhanden; im weiteren gingen die Gesetzgebungsarbeiten im Bereich der Gen-Lex in Richtung einer nochmaligen Verschärfung. Das Buwal habe demzufolge bei der Gesuchsbeurteilung folgendes zu berücksichtigen gehabt: den Kenntnisstand über die GVO, über die Folgen der Veränderung für die Organismen und deren Vernetzung mit der Umwelt sowie über die Auswirkung der gentechnischen Veränderungen auf Mensch und Umwelt. Diese Punkte seien beim ETH-Gesuch ungenügend abgeklärt gewesen.²⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.02.2004
MAGDALENA BERNATH

Ende Februar wies das UVEK die Beschwerden gegen die Bewilligung des von der ETH Zürich geplanten **Freilandversuchs mit gentechnisch verändertem Weizen** in Lindau (ZH) ab. Gegen die Bewilligung durch das Buwal vom vergangenen Oktober hatten Greenpeace, die Bauernorganisation IP Suisse, die Arbeitsgruppe „Lindau gegen Gentech-Weizen“ sowie mehrere Nachbarn Beschwerde eingelegt. Die ETH zeigte sich erleichtert über den Entscheid und begann Mitte März ihr Feldexperiment, obwohl die Frist für eine Anfechtung der Bewilligung beim Bundesgericht noch lief; eine Gruppe von ETH-Angestellten kritisierte das Vorgehen ihres Arbeitgebers. Greenpeace verzichtete auf eine Verwaltungsgerichtsbeschwerde, es ketteten sich jedoch rund 40 Aktivisten an den Gitterkäfig, in dem der Freilandversuch stattfand, und im Juni forderten Bio- und IP-Bauern abseits des Versuchsgeländes den Verzicht auf Gentechnik in der Landwirtschaft. Mitte Juli beendete die ETH ihren Feldversuch wie geplant. Die Forscher entnahmen noch vor der vollen Reife des Weizens die letzten Pflanzen- und Bodenproben, welche sie in der letzten Phase des Experiments im Labor auswerten wollten.²⁸

1) NZZ, 28.9.99.

2) Presse du 19.8.03.

3) BaZ, 28.8.04; 24h, 28-29.8.04.

4) Karl W. Haltiner / Andreas Wenger et al., Sicherheit 2006, Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich und Militärakademie an der ETH Zürich, Zürich 2006. Voir aussi : NZZ, 25.8.06.

- 5) Lit. Szvircev Tresch und Wenger (2009). Sicherheit 2009
- 6) LT, 29.5.10.; Lit. Szvircev Tresch und Wenger (2010). Sicherheit 2010.
- 7) Lit. Szvircev Tresch und Wenger (2011). Sicherheit 2011
- 8) Lit. Szvircev Tresch und Wenger (2012). Sicherheit 2012
- 9) Jahresstudie Sicherheit 2015
- 10) Jahresstudie Sicherheit 2016
- 11) Jahresstudie Sicherheit 2017; Medienmitteilung Bundesrat vom 26.5.17; AZ, BaZ, Blick, NZZ, SGT, TG, 27.5.17
- 12) Medienmitteilung Bundesrat vom 25.05.2018; Sicherheit 2018; CdT, 26.5.18; So-Bli, 27.5.18
- 13) Presse du 29.2.92.
- 14) Presse du 21.1.94; NZZ, 24.1.94.
- 15) LT, 10.3 et 18.5.00.
- 16) QJ et 24h, 19.2.05; NLZ, 25.2.05; NZZ, 3.6.05 (chiffres 2004). Communiqué de presse du DDPS, 17.3.06 (chiffres 2005).
- 17) LT, 2.10.06; LT et NF, 12.10.06.
- 18) 24 Heures, 10.3.98
- 19) NZZ, 16.1., 23.1. und 8.7.09; BZ, 17.1.09; TA, 24.1.09.
- 20) Presse vom 19.4. und 21.4.06.
- 21) NZZ, 5.9.08.
- 22) Bund und TA, 10.8.09.
- 23) AZ und Bund, 22.9.09; NZZ, 22.9., 23.9. und 6.10.09.
- 24) BaZ, 1.6.10; NZZ, 1.10. und 24.11.10.
- 25) SoS, 6.9.10; TA, 8.10., 3.11. und 3.12.10; NZZ, 10.11. und 3.12.10.
- 26) Lib., 5.5.11; NZZ, 6.6. und 22.8.11; Lib. und LN, 2.8.11.; Presse vom 22.08.11
- 27) BBl, 2001, S. 388 und 6294 ff.; Presse vom 21.11.01.
- 28) NZZ, 7.6. und 31.3.04.; Presse vom 05.03.04; Presse vom 15.07.04; Presse vom 24.03.04; Presse vom 27.03.04; Presse vom 28.02.04